

La protection des données

Objectifs et plan

Objectifs

- Connaître le cadre légal entourant la protection des données.
- Savoir prendre les mesures nécessaires pour protéger les données.
- Connaître ses propres droits.

Plan

- 1) Bases légales
- 2) Définitions
- 3) Responsabilité et principes à respecter
- 4) Droit des personnes concernées
- 5) Sanctions

1) Bases légales

Constitution fédérale

[Protection de la sphère privée, art. 13](#) (droit au respect de la vie privée, protégée contre l'emploi abusif des données personnelles)

Lois fédérales

Le droit fédéral est applicable pour le traitement de données concernant **des personnes physiques** effectué par **des personnes privées** et **des organes fédéraux**.

Cela regarde aussi **les cabinets privés** et **les cliniques privées**.

[Loi fédérale 25 septembre 2020 sur la protection des données.](#)

[Ordonnance du 31 août 2022 relative à la loi fédérale sur la protection des données.](#)

Lois cantonales

Le droit cantonal est applicable pour **les autorités cantonales, les communes, et les personnes physiques et morales auxquelles le canton ou une commune confie des tâches publiques**, dans l'exécution desdites tâches. (page 7)

Cela regarde aussi le **CHUV** ou d'autre **hôpital cantonal de droit public**.

VD: Loi du 11 septembre 2007 sur la protection des données personnelles (LPrD; BLV 172.65)

NE: Convention intercantonale des 8 et 9 mai 2012 relative à la protection des données et à la transparence dans les cantons du Jura et de Neuchâtel (CPDT-JUNE; RSN 150.30)

JU: Convention intercantonale des 8 et 9 mai 2012 relative à la protection des données et à la transparence dans les cantons du Jura et de Neuchâtel (CPDT-JUNE)

GE: Loi du 5 octobre 2001 sur l'information du public, l'accès aux documents et la protection des données personnelles (LIPAD; A 2 08)

FR: Loi du 25 novembre 1994 sur la protection des données (LPrD; RSF 17.1)

VS: Loi du 09.10.2008 sur l'information du public, la protection des données et l'archivage (LIPDA, RSV 170.2)

BE: Loi du 19.02.1986 sur la protection des données (LCPD; RSB 152.04)

Droit européen

Le droit européen est applicable notamment si les activités de traitement sont liées à l'offre de biens ou de services à des personnes établies dans l'UE ou au suivi du comportement de personnes établies dans l'UE (profilage) .

[RGPD \(règlement général sur la protection des données\).](#)

2) Définitions

Définition: donnée

Une donnée est une information. Seulement les donnée **personnelle** et **personnelle sensible** sont protégées par la protection des données (page 15)

Définition: donnée personnelle

Toutes les informations qui se rapportent à une personne identifiée ou identifiable (prenom, nom, adresse... Page 12)

Définition: donnée personnelle sensible

Les données personnelle sur :

- Opinion ou activité religieuses, philosophiques, politiques ou syndicales
- Données sur la santé, la sphère intime ou l'origine raciale ou ethnique
- Données génétiques
- Données biométriques
- Données sur des poursuites ou sanctions pénales et administratives
- Données sur des mesures d'aides sociale

Certaines données peuvent devenir **sensible (voir page 14 !!!)**

Définition: données génétiques

Informations relatives au patrimoine génétique d'une personne obtenues par une analyse génétique, y compris le profil d'ADN.

Définition: données biométrique

...Empreintes digitales, des images faciales, de l'iris, ou encore de la voix...

But de la loi (page 16-18)

Le but de la loi sur la protection des données est **de protéger la personnalité et les droits fondamentaux des personnes physiques** dont les données personnelles font l'objet d'un **traitement**.

Elle concrétise aussi **l'autodétermination**, donc le **pouvoir déterminer si ou dans quel but les données peuvent être traitées**.

On protège donc **la personne (et sa personnalité)** et non les données en elle mêmes.

Voir art. Page 18 !!!!!

Définition: traitement

Toute opération relative à des données personnelles, quels que soient les moyens et procédés utilisés, notamment la **collecte**, l'**enregistrement**, la **conservation**, l'**utilisation**, la **modification**, la **communication**, l'**archivage**, l'**effacement** ou la **destruction de données**.

Page 20 pour qui est le **responsable du traitement**

3) Responsabilité et principes à respecter

Obligation du responsable

La responsabilité de la protection des données incombe au responsable du traitement. Il en découle donc pour lui un certain nombre d'obligations, notamment le respect de certains principes ancrés dans la loi sur la protection des données.

Quelques obligations (page 49-53):

- Devoir d'informer
- Ne pas porter atteinte à la personnalité
- Respect des 7 principes

Principes

Quiconque traite des données doit respecter ces sept principes!



-
- Licéité (conformité avec la loi. Page 23-25)
 - Bonne foi (de manière loyale et digne. Page 26-28)
 - Proportionnalité (seulement les données aptes et nécessaires, et pendant la période de temps pertinente. Page 29-31)
 - Finalité (but déterminée. Page 32-34)
 - Transparence (finalité déterminée et reconnaissable par le patient. Page 35-37)
 - Exactitude (les données doivent être exactes, justes. Page 38-40)
 - Sécurité des données (technique et sécurité adéquate. Page 41-45)

Pseudonymisation et anonymisation

Pour éviter que les personnes dont les données personnelles sont traitées dans un système puissent être identifiées, il est parfois nécessaire de **pseudonymiser** ou **d'anonymiser** les données.

La **pseudonymisation** consiste à remplacer l'ensemble des données identifiantes par un identifiant neutre (pseudonyme), tandis que l'**anonymisation** consiste à supprimer définitivement toutes les données identifiantes ou tout moyen de retrouver les données originales. La pseudonymisation est **réversible** tandis que l'anonymisation est **définitive**.

De plus, des données **parfaitement** anonymisées ne sont plus considérées comme des données personnelles. Par conséquent, la loi sur la protection des données **ne trouve plus application**.

(exemple page 47)

4) Droit de la personne concernée

(voir les article page 55-59 ou dans les loi mis en haut du résumé)

- Droit d'accès art. 25 LPD
- Droit à la remise ou à la transmission des données personnelles art. 28 LPD
- Droit à la rectification des données inexacts art. 32 LPD

5) Sanctions

La sanction à toute personne ayant révélé intentionnellement et de manière illicite des donnée personnelle ou sensible est une **amende de 250000.- au plus**. (page 66-69)

Note : à la fin des slide du prof, il y a un autre résumé du cours. De plus, il y a aussi des cas intéressent pour exercer sa compréhension !!!